

Congrès AFSP Aix 2015

ST 48 : "L'ordre social nocturne en questions. Régulations politiques et dispositifs de contrôle."

Patrick Bruneteaux

La transformation du mode de traitement nocturne des sous-prolétaires à la rue à Paris : du hors-droit autoritaire de l'urgence sociale à sa profilisation humanitaire. 1980-2015

Si la nuit est le plus souvent associée aux dangers, à la présence maligne des forces obscures, à la sortie des déviants tandis que les bonnes familles sont rentrées à la maison¹, il est paradoxal de constater que la vie nocturne a très longtemps été plus problématique pour les outcasts eux-mêmes pourchassés par les représentants de l'ordre social (Geeremek 1987 ; Haudebourg 1998). Il y a une vingtaine d'années encore, l'Etat² pratiquait un nettoyage régulier de ses rues pendant la nuit. Les SDF, alors considérés comme des vagabonds et des délinquants, au regard d'un code pénal qui punissait le vagabondage et la mendicité (jusqu'en 1993), faisaient l'objet d'une traque régulière par des forces de police mandatées presque exclusivement pour ce travail d'« hygiène publique ». A l'opposé, aujourd'hui, la violence d'Etat a très sensiblement reculé, même si le nettoyage n'a pas entièrement disparu. Bien plus, la société civile semble être descendue dans la rue. Paris, dans cet esprit, constitue désormais un ensemble de quartiers partagés par des groupes de citoyens ou de salariés qui vont au devant des SDF. Le traitement des pauvres à la rue a donc été bien différent le jour et la nuit sur une très courte période d'une vingtaine d'années. Comment expliquer cette différence qui joua longtemps dans le sens d'un unique contrôle social musclé ? Et comment expliquer une logique d'inversion où la pacification des pratiques demeure désormais le paradigme dominant ? Dans cette évolution très rapide, si « la nuit » semble être un facteur pertinent d'intelligibilité des modes d'action publics envers les surnuméraires « trop présents » dans l'espace urbain, il reste à comprendre pourquoi on a assisté à cette rupture dans les dispositifs de savoir pouvoir autour des prises en charge de ce public d'indésirables. Pourquoi semble-t-on avoir banalisé un « devoir d'ingérence » en faveur des « personnes vulnérables », *surtout visible dans les transformations des modes d'action la nuit ?*

Ce retournement, pour ne pas dire, ce bouleversement, sera dans un premier temps documenté au travers d'une comparaison entre deux périodes significatives du traitement nocturne du public avant que l'on cherche ensuite à expliquer cette bifurcation dans la perspective plus large des transformations de l'Etat social et de l'apparition d'un champ de l'urgence.

¹ Dans le discours des officiers chargés du maintien de l'ordre, on peut la nuit venue charger les derniers manifestants qui veulent en découdre, les manifestants normaux étant pour leur part rentrés chez eux avant la tombée de la nuit (Bruneteaux 1996).

² Que ce soit en Europe (Gaboriau 1998), en Afrique (Latour 1999 ; Morelle & Fournet-Guérin 2006), aux USA (Depastino 2003 ; Bourgois & Schonberg 2009) ou en Amérique du Sud (Huggins & Mesquita, 1997), les interventions policières sont toujours plus violentes la nuit que le jour.

1/ Une santé publique aux forceps : une politique répressive des corps déviants dans l'espace public

« La question SDF » renvoie principalement à une problématique de la présence dans l'espace public des désaffiliés de l'économie capitaliste. Ces personnes cherchant des abris dans des niches urbaines relativement visibles (recoins d'immeubles, ponts, cabines téléphoniques, caves, métros, chantiers d'immeubles) ont subi depuis des siècles une panoplie répressive à leur rencontre. Il n'est plus question dans les dernières décennies de rapt d'individus pour peupler les colonies ou servir de main d'œuvre corvéable sur les galères (Gaboriau 1998), mais plutôt d'une logique hygiéniste musclée. S'il n'est pas le lieu ici d'identifier les profils des « SDF » qui dorment dans les espaces intersticiels de la ville (profils des vagabonds, mendiants et errants des Temps modernes par rapport à ceux de la période capitaliste), il est par contre important de mentionner rapidement pourquoi ils dorment dehors puisque cela facilitera la compréhension des logiques sociales en cours dans le champ de l'urgence. Mentionnons d'abord le principal facteur : le processus d'exclusion du logement social ou des logements à bas coût des classes populaires. L'exemple des USA est le plus idéal-typique. L'augmentation du coût de l'habitat et des effectifs simultanés de SDF est très claire dans ce pays libéral, sorte de cas paradigmatique de ce qui se passe en Europe. P. Blau indique qu'entre 1980 et 1985, le nombre des travailleurs précaires est passé de 8 à 18 millions de personnes (1992 : 41). Or, simultanément, le loyer médian des *low-cost housing* passa de 72\$ à 179\$ constants de 1970 à 1980 (Caton 1990 : 14). Au final, Anderson précise qu'en 10 ans, entre 1980 et 1991, les gens à la rue sont passés de 60 400 à 144 780. 10 % de la population des USA se trouvait au seuil de pauvreté en 1979, 25 % au début des années 1990. (2004 : 369-389). L'entrée par le logement et le sans-abrisme masque ainsi un processus de retour à l'insécurité sociale déterminé par la structure du marché de l'emploi, variable selon les pays³.

Pour autant, ce n'est pas l'ensemble de ces individus « tombés à la rue » qui vont faire l'objet d'un traitement spécial la nuit de la part de la « police des SDF », la « Brigade d'aide (sic) aux personnes sans abri » (BAPSA). Car presque toutes les personnes hors de l'habitat ordinaire recherchent activement leurs propres abris dans les niches urbaines (Graeff 2012 ; Blanchard 2013 ; Saporiti 2015). Mieux, elles en fabriquent aussi, au sein des 250 000 bidonvilles du monde entier (Davis 2005), sans oublier les bidonvilles français qui ont hébergé les prolétaires migrants de l'espace colonial républicain (Hervo & Charras 1971 ; Pétonnet 1985 ; Sayad 1995). Par ailleurs les campements de tentes dans les bois autour de Paris, réplique d'une vieille pratique de survie des surnuméraires américains (Depastino 2003 ; Bourgois & Schonberg 2009), les logis précaires dans des caravanes de campings (Lion 2015 ; Bernardot et al. 2015) ou à l'intérieur de squats (Coutant 2000 ; Bouillon 2006 ; Pimor 2013) indiquent une démultiplication des formes de survie de cette masse de surnuméraires expulsés de leur habitat « social ». Le nettoyage de nuit va donc toucher les personnes les plus désocialisées, ou à l'opposé les nouveaux venus ou « recently dislocated » dans le langage de Snow et Anderson (1993), et de ce fait les moins équipés et informés dans « le circuit ». Ces personnes dorment à même le bitume, sur des bouches de chaleur ou à même le sol, dans des recoins de fortune. Ce sont ces dernières, et en particulier Georges, dont le récit fourmille d'anecdotes sur les tactiques d'évitement et les logiques d'emprise des policiers, qui vont être la cible directe des opérations nocturnes dans l'espace public.

Il faut ajouter à ces logiques d'expulsion des mécanismes fréquents de rejet des centres d'hébergement d'urgence (CHU). De la Libération à la fin des années 1990, la carte des CHU n'a guère changé. Ce sont des vieux bâtiments dépotoirs, insalubres, dangereux, avec des dortoirs où s'entassent des dizaines d'hébergés. Que ce soit l'Etat (Nanterre), la Ville de Paris (La poterne des peupliers), les associations caritatives (Le Palais de la femme, La Mie de Pain), le constat est le même. Encore dans le courant des années 1980, lorsque le champ de l'urgence sociale commence à se mettre en place et que les CHU décuplent pour couvrir Paris, les lieux « d'accueils » sont repoussants. Prenons par exemple ce témoignage recueilli en 1999, décrivant des pratiques en cours au début de la décennie :

³ Le taux d'emploi est bien plus faible dans les ghettos américains que dans les cités françaises (Wacquant 2007 : 165-166).

Le témoignage d'un ancien prêtre ouvrier
faisant fonction de chef de service dans un CHU :
les débuts de l'urgence dans une grande association caritative

R. a travaillé 8 ans dans les centres d'urgence dans les années 1990. Prêtre, ancien missionnaire en Afrique devenu prêtre ouvrier, il a une longue expérience du social, ayant travaillé dans de multiples associations caritatives. Mais c'est seulement à la fin de sa carrière qu'il « rencontre » les nouveaux centres d'hébergement d'urgence créés à partir des années 1980, lorsque les SDF deviennent « un problème public ».

« Quand on m'a proposé d'entrer dans l'association, j'ai pas mal hésité. Permanent de nuit dans les CHU ? Je n'étais plus tout jeune. J'avais déjà eu quelques expériences difficiles dans le social mais au CHU, ce fut galère et assez dur. J'ai finalement été embauché en 1993. Quand je suis tombé là-dedans, le responsable ne paraissait pas à la hauteur. De par mon parcours, j'avais quand même quelques exigences sur le travail social. Ce qui se passait, je trouvais que ce n'était pas possible. Le centre avait un rez-de-chaussée avec un hall d'accueil et quatre étages de chambrées, le premier étant réservé aux dames. Le Samu social nous emmenait des hébergés tout au long de la nuit jusqu'à 3 heures de la nuit. Le responsable n'avait rien trouvé de mieux que de réserver le 4ème étage pour les arrivés de la nuit. Donc tu imagines un peu le bordel. Des gens mal en point, souvent à moitié bourrés, grimant bruyamment les quatre étages ! Il y avait des choses qui me paraissaient aberrantes. Entre autre, dans un CHU qui était un ancien entrepôt frigorifique à côté d'Austerlitz, il n'y avait rien pour s'isoler. Tout le monde était sans arrêt sous le regard de tout le monde. Ainsi, tu allais aux WC devant tout le monde et tous les autres entendaient pisser, chier, péter. C'était assez atroce. Ça puait là-dedans, ça puait la merde. Le lieu, c'était un immense entrepôt. Tu quittais l'avenue du Quai de la gare, tu marchais environ une centaine de mètres et tu arrivais devant la grande double porte de l'entrepôt. Sur la gauche de l'entrée, il y avait les sanitaires : lavabos et 3 WC à la turque. Les lavabos, installés pour la nouvelle affectation du frigo, étaient comme les rampes de robinet des pensionnats que j'ai connu. Le grand bâtiment rectangulaire, au plafond très haut et cintré était divisé en espaces pour 10 à 15 lits, par des petits murets de 1 mètre 20 de haut. Une manière de les surveiller peut-être (rires). Donc un immense espace avec des mini séparations, avec des WC à la turque, presque à ciel ouvert. Avec toutes les odeurs, les bruits... L'imagination te permet de voir la réalité ! L'horreur quoi. De plus, en hiver, on était chauffé par des fourneaux à mazout. La première fois que je suis ressorti de là et que j'ai pris le métro, je me disais : « Mais je pue ! ». Tout était imprégné par le mazout. Ce lieu atroce était absolument inhumain. La nuit, il y a toujours des gens qui ronflaient et de ce fait, d'autres protestaient. Malgré tout, j'étais étonné que ça se passe aussi bien. Il fallait secouer le ronfleur. Le matin, il arrivait que des gens très fatigués, au réveil général, demandent à se lever plus tard, quitte à rater volontairement le petit déjeuner. A ce moment là, tu négociais. « Il faudra que tu partes quand même à 8 heures ». Mais tu venais le réveiller un peu avant l'heure de sortir. Parfois des gens étaient malades. Il fallait vraiment, pour ne pas les faire sortir, qu'ils soient vraiment à ne plus pouvoir bouger (rires). Dans ce cas, on appelait les pompiers. Les autres étaient dehors, même le dimanche. Dans un autre CHU, le Samu social pouvait nous amener des gens jusqu'à 3 heures du matin, malgré nos protestations. Nous devions les réveiller à peine trois heures après. On avait l'impression qu'on était plus des garde-chiourme qu'autre chose ! Le règlement intérieur de ces boîtes, c'était pas rigolo. Il y avait des horaires stricts. Quand les gens arrivaient en hiver, il pouvait parfois faire très froid ou même pleuvoir à verse, certains permanents les laissaient à l'extérieur plutôt que de les faire rentrer avant l'heure. Alors, si j'étais méchant, peut-être je dirais que le développement des CHU, est-ce conscient ou inconscient, a plus répondu à des raisons financières qu'humanitaires. Je pense qu'il y a une incidence ».

Dans la même veine, on pourrait s'appuyer sur les descriptions que fait Georges des CHU qu'il a fréquenté entre 1968 et 2005⁴ par intermittence. Sa description de ces centres s'apparente à un mixage des dortoirs militaires de campagne et des chambres de réclusion dans les institutions totales. Dans les années 70, il lui était presque impensable de se rendre volontairement dans les grandes structures d'urgence. Cependant, en dépit du fait qu'elles étaient perçues comme des lieux infâmes aux accueils musclés, il s'y rendait tout de même de temps en temps, à cause de la pression du froid ou pour avoir accès à une maigre alimentation. Sur une quinzaine d'années de suivi ethnographique de cette personne, SDF entre 2001 et 2007, il a été possible d'enregistrer patiemment, souvent sur les anciens lieux de survie, le récit par bribes des violences subies par la BAPSA dans les années 1970, un tableau à peine changé dans les dernières années du millénaire. Dénommés les « Bleus » du fait de la tenue spéciale de ces policiers de la préfecture de police en charge du nettoyage musclé de la capitale, ils soulevaient une véritable hantise. Cette captation au quotidien signifiait une agression contre l'autonomie des adultes, rompait l'ordre des routines organisées, signalait aussi une perte de ressources, renvoyait à un enfermement régulier et des maltraitements multiples au cœur d'un dispositif de micropouvoirs des agents et de leurs aides :

« La première fois [1970] ça fait une drôle d'impression, j'étais dans le 12ème, du côté de la rue de Charenton. Riton m'a dit de me dépêcher, de prendre une autre rue mais paf ! Je me demande si on ne s'était pas fait repérer par rapport au sac. Le grand car était stationné avenue Daumesnil. Dans ces grands cars, il y avait des grillages. C'était vraiment l'horreur. Je ne

⁴ Pour une présentation de sa biographie, Bruneteaux 2007a, 2014 a et 2014b.

savais même pas ce que c'était les Bleus. Riton gueulait : 'Les Bleus !, les Bleus !' Le grand car est arrivé. Ils m'ont demandé mes papiers. Je leur ai montré. Ils m'ont demandé où j'habitais. J'ai dit une adresse. 'Vous avez la preuve ?' 'Montez !' 'Oh putain, ou c'est qui m'emmènent'. Quand j'ai vu la clientèle qu'il y avait là dedans... Mais cette première fois ils étaient polis. On était rentré le matin. Riton me regarde : 'Jojo, on va sortir de là seulement cet après-midi'. Moi je n'ai pas protesté parce que Riton s'est rebellé et il s'est pris une tarte dans la gueule. Moi j'ai rien dit du tout ! Il fallait que tu aies sur toi une facture d'hôtel ou une quittance de loyer ».

« Il nous arrivait d'y dormir, à la fosse aux ours, dans la journée, mais pas la nuit. Parce que la nuit, on était toujours sur la contrescarpe ou Montagne Sainte Geneviève ou Mouffetard pour faire la manche et boire. C'était aussi pour se cacher des Bleus. Ils avaient des grands cars mais dans les petites rues ils ne les prenaient pas. Alors que maintenant ils ont des petits cars. On fuyait les Bleus. C'était pas du tout social comme maintenant. Quand on te prenait dans le car, c'était exactement comme si on t'arrêtait. Maintenant on te demande si tu veux monter dedans. C'est tout juste si on te prenait pas par la peau du cul pour te faire monter dans le car. Si tu étais ivre, tu montais à coup de pompes dans le cul. Et tu pouvais gueuler, tu prenais même une tarte sur la gueule ».

Quand vous étiez en train de faire la manche rue Mouffetard,

« Les flics du 5ème venaient nous virer sur cette bouche de métro qui se trouve dans le 13ème. Et à côté on avait un épicier. A 5 ou 6 sur la bouche. Là, on était là-bas, Riton Jeannot, la Tulipe, et moi. On était sur le canal Saint Martin et sur le marché Aligre. Les bleus passaient là tous les matins et tous les soirs : Nation, Diderot, gare de Lyon, gare d'Austerlitz, place d'Italie ».

Tu peux raconter quand tu t'es fait choper à la sortie de la boulangerie.

« J'étais dans le magasin ; 'Vous vous venez ici' Et il me demande mes papiers. Et il m'a dit de monter dans le car. On a navigué sur les grandes artères jusqu'à ce qu'on monte le soir par le bois de Boulogne jusqu'à Nanterre. A l'époque (dans les années 1970) existait une loi. Si tu te faisais contrôler, que tu ne pouvais pas justifier d'un domicile, de ton identité et que tu n'avais pas de l'argent équivalent au prix d'une chambre d'hôtel, tu pouvais être condamné pour vagabondage et ça s'est vu fréquemment dans les chambres du palais de justice de Paris. J'y ai eu droit comme tout le monde. Comme un bon vagabond moderne de l'époque. 5 ou 6 fois. C'était des petits stages. Il suffisait d'y avoir été une fois pour être catalogué ».

« Un jour les Bleus essaient de nous embarquer. On dormait dans une vieille bagnole le long du canal Saint Martin. Un couchait devant, un derrière et moi dans le coffre. Ils embarquent Riton qui était devant, la Tulipe qui était derrière mais moi ils ne m'avaient pas vu dans le coffre. Ils ont été embarqués à Nanterre. A l'époque, c'était vraiment la honte, quoi, la honte. Si tu avais le malheur de gueuler, tu te prenais une baffé. Par eux. Il s'appelait Nicolas l'autre enclulé. Il te frappait en prenant des gants. Ils prenaient ton identité et tout ce que tu avais dans les poches, ils mettaient ça dans des caisses en bois ».

Dans le car grillagé, tu te souviens...

« C'est l'horreur, ça te fait l'effet d'être prisonnier. Et tu te retrouves avec des personnes, il y en a qui sont ivres, qui gueulent, tu pissais dans le car, tu chiais dans le car. Aucune importance. Ils arrivaient la haut, ils nettoyaient mais tu ne sortais plus du car une fois que tu y étais. Moi j'ai pissé dans le car, tout le monde... Ils laissaient faire les gardiens. Il y en a qui vomissaient. C'était vraiment dégueulasse. Même les cigarettes, ils te les prenaient et ils te les donnaient s'ils le voulaient bien. Mais bon ils ne regardaient pas trop ».

La dimension répressive de l'urgence sociale était alors l'unique facette du contrôle social. Il n'y avait alors que très peu d'infrastructure d'accueil, essentiellement de grands dortoirs vétustes et dangereux, et beaucoup d'agents coercitifs tournant sans cesse dans les rues de Paris. Le travail social était inexistant comme les minimas assistantiels pour les gens à la rue puisqu'il faudra attendre 1988 pour l'instauration du RMI, bien longtemps après l'Allemagne et la Grande Bretagne (Lévy 2003). Avec la distance du vieux routard, Georges peut à 60 ans trouver les mots pour montrer comment cette violence du rapt régulier des SDF dans les rues de Paris était incorporée. En refaisant le parcours du bas de la rue Mouffetard jusqu'à la place d'Italie, en passant par l'avenue des Gobelins, il évoque les postures attentives de chaque instant pour éviter d'être repéré par les Bleus :

Comment tu faisais pour ne pas être repéré par les bleus...

« Tous les croisements on regardait à droite et à gauche. On était sans arrêt sous la hantise de tomber dessus. Quand tu es dans cet état de crasse, que tu as pas mal de trajet à faire, c'est vrai que tu prends des précautions. Tu les repérais de loin avec leur tenue ».

Tu me dis que parfois il y en avait un qui restait en arrière...

« Il y en avait un qui était derrière. On faisait des haltes et il y en avait un qui avait les sacs. On ne voulait pas camper place d'Italie avec les sacs. Déjà on te voyait de loin. Avec les sacs tu te faisais repérer. Le mec qui a le sac il va se faire choper. Moi il m'est arrivé de voir le car et de pisser dans mon froc. Tout est dans la panique. C'est comme cela qu'on se perdait. Chacun partait de son côté. On savait où se retrouver mais on n'était pas sûr de retrouver la bouteille... D'où le point de ralliement après. On savait qu'il y aurait toujours un qui arriverait à ne pas se faire choper... Quand j'étais dans le XIIIe, le car des bleus était toujours garé en face de l'hôpital de la Salpêtrière. On arrivait quand même à se planquer. Mais ils montaient à pied, nous encerclaient et dans trois directions, on était coincé. On ne pouvait pas rentrer facilement dans le parc de l'hôpital à cause des pointes du grillage. Et si on se mettait au départ dans le parc, ils nous coinçaient parce qu'on ne pouvait pas sauter par dessus le grillage. Ça nous est arrivé assez couramment de courir se réfugier dans l'hôpital. Et si un bleu arrivait à nous rattraper dans l'hôpital, on prenait une raclée dans le car ».

Ses descriptions de Nanterre, comme des autres grands dépotoirs humains de la capitale, sont identiques à celles qui ont déjà été rapportées dans des ouvrages, dont le fameux livre du psychiatre Declerck (2001) qui partagea quelques nuits avec les hébergés du Chapsa de Nanterre, le CHU du grand complexe « hospitalier ». Tout était alors coercitif et dangereux, les maltraitements autour de l'hygiène, les risques de prédation, la précarité des aides, les liens entre le « social » et le judiciaire :

« Quand on arrive à Nanterre, on sortait du Bus, on montait des escaliers. Ils nous appelaient par notre prénom. On se déshabillait, on allait prendre la douche. Tout le monde à poil. C'était la douche avec le savon noir. Tu vides tes poches, tu prends ta douche et tu vas bouffer. Ils nous donnaient une chemise blanche, un costume marron, en toile, et une paire de sabot, avec un bout de ficelle pour le pantalon. Tout le monde était mélangé sous la douche, hommes, femmes. C'était une ancienne prison de femmes. Le réfectoire, c'était des tables où ils nous servaient la soupe. Les dortoirs puaien. Il y avait les gars qui venaient te faire les poches. La nuit, les mecs se baladaient pour piquer les cigarettes. A l'arrivée, tu mets tout ce que tu as dans une boîte. Ils te redonnent l'argent... quand il en manque pas ! Les gars de Nanterre prenaient ce qui les intéressait. Tout le linge passait à la désinfection (...) A Nanterre, ils téléphonaient « au fichier » pour savoir si tu n'avais pas une condamnation qui traînait. Je le sais parce que moi j'étais recherché (pension alimentaire non payée) et je me suis retrouvé au commissariat du XX^e. En plus à l'époque, tu pouvais être condamné pour vagabondage et te retrouver en prison. J'y ai eu droit cinq ou six fois entre 1968 et 1976... Si tu étais recherché, ils te descendaient au palais de justice au juge d'application des peines. Au niveau social, il n'y avait rien à l'époque ».

L'observation directe des CHU (Bruneteaux 2006, 2007a,2007b) entre 1995 et 2002 dans plusieurs associations indique une forte homogénéité de lieux rudimentaires, vastes locaux inadaptés reconvertis en dortoirs collectifs. Les hébergés ne peuvent souvent pas dormir, à cause des vols ou des agressions, mais aussi parce que le sommeil est tout le temps perturbé par les bruits des autres. Il faut attendre le mouvement des Enfants de Don Quichotte en 2007, aligné comme MDM sur une dénonciation inaugurale très forte des CHU (Bruneteaux dir. 2013) pour qu'une prise de conscience émerge et contraigne les pouvoirs publics à s'orienter vers une politique réelle d'humanisation des centres tout en promouvant plus largement une action sociale plus diversifiée, comprenant notamment un accueil inconditionnel (Plan d'Aide Renforcée aux Sans Abri ou PARSA) et des moyens supplémentaires pour les maraudeurs de nuit.

2/ L'apparition de l'humanitaire de nuit.

Si la précarisation de larges couches de la population était accentuée par les modalités même de l'accueil dans les grands CHU parisiens, en revanche, celle-ci fut rendue largement *invisible* par la vitrine institutionnelle qu'ont constitué les pratiques humanitaires jusqu'à aujourd'hui. Les policiers eux-mêmes n'ont plus le droit de prendre de force des SDF. La dépénalisation de la mendicité et de l'errance en 1993 a signifié l'interdiction, pour les services de sécurité publique, d'emmener de force les SDF dans les CHU prévus à cet effet. Tout se passe comme si le vieux couple hospitalité/répression s'était redéployé selon une logique uniquement compassionnelle, sans violence mais sans insertion non plus. Parallèlement au travail d'humanisation des structures (dortoirs plus petits, meilleure sécurité, présence de médecins, durée inconditionnelle d'hébergement depuis le PARSA en 2007), les acteurs traditionnels, renforcés par des associations de bénévoles, interviennent désormais la nuit, depuis l'impulsion initiale du Samu social créé en 1993. Jusqu'à une date très récente, de leur côté, les associations intervenant auprès des publics les plus précarisés, se soumettaient à un principe de fonctionnement qui reposait sur le libre accès de la personne dans leurs structures. Du côté des acteurs publics, à part la police, la même vacuité régnait. Avec le reflux des mouvements alternatifs issus des années 1970 et la disparition des actions communautaires, les travailleurs sociaux du secteur attendent désormais derrière leur guichet les demandes des plaignants aspirant à un « accès aux droits » (Bruneteaux 2012b) tandis que les éducateurs de rue n'agissent que dans les quartiers populaires auprès des jeunes, pendant la journée. Le concept d'intervention de nuit est devenu très médiatique avec la conception idéologique du Samu social reposant sur une autre formule d'intervention humanitaire tout au long de la nuit. Lors de sa création, cette institution ne fonctionnait pas sur une logique de territoire, comme c'est le cas aujourd'hui avec un maillage entre acteurs qui se répartissent les zones géographiques de Paris. Les intervenants étaient appelés par les SDF ou par les riverains. La dérive était inscrite dans le dispositif. Beaucoup y ont vu alors une sorte

de nettoyage social soft. Peu à peu, les maraudes se sont développées sur un principe de territorialisation, gage d'une connaissance accrue des publics vivant dans un espace donné que les équipes rencontrent dans la durée. Les institutions se revendiquant de cette manière de faire ont mis au point leur technique relationnelle d'intervention. Au début de l'année 2008, un guide éthique a été rédigé, suite à une série de rencontres entre « partenaires ». Cette « charte éthique » a été rédigée juste après le mouvement des EDQ, lors d'un grand rassemblement du secteur associatif à l'hôpital Saint Louis.

Depuis une quinzaine d'années, une myriade de structures a vu le jour, depuis les grandes associations caritatives (Emmaüs, Croix rouge, Secours catholique, Ordre de Malte) jusqu'aux bénévoles de quartiers (Robins des rues ou Autre monde) en passant par des institutions publiques (Recueil social RATP ou Protection civile de Paris) ou privées diverses (Restos du cœur, Secours populaire, Equipe des correspondants de nuit, Médecins du monde). Sur le seul XVIII^e arrondissement de Paris, près d'une dizaine d'organismes intervient⁵. Même la BAPSA, toujours en activité, qui, on le rappelle, est composée de policiers de la Préfecture de police, œuvre désormais dans la logique des maraudes⁶ ! Caritatives ou citoyennes, bénévoles ou salariés arpentent les rues à la « recherche » de SDF, entendent aller au devant des personnes dans la rue afin de communiquer autour de quelques prestations. Le Samu social fonctionne selon une procédure très standardisée d'équipes de professionnels véhiculés (dépendant d'un budget à 90 % couvert par l'Etat), alors que beaucoup d'autres maraudes regroupent quelques individus offrant des boissons et des couvertures. Le profil médical et social du Samu a pourtant fait tâche d'huile [*« resocialiser des personnes désocialisées »* (Cefai & Gardella 2011 : 276) *« faute de leur donner un tremplin vers la réinsertion »* (*Ibid.* : 26)], et le travail de nuit de l'association que l'on va présenter s'en inspire largement, à l'intersection de la bobologie et de la conversation « amicale », du soutien psychique et de prestations matérielles (couvertures, duvets, boissons chaudes, colis).

Fondant leur crédibilité professionnelle sur la gestion de l'instant, dans un immédiat interactionnel qui fait l'économie d'une prise en charge vers le logement ou le travail, les intervenants chargent de sens les micro-gestes du *« sens ordinaire du bien, perception morale ordonnée au souci des situations concrètes »* (*Ibid.* : 35). Du fait que la survie corrode le capital corporel, se traduit à plus ou moins brève échéance par de graves problèmes de santé, les maraudes mettent au premier plan de la relation l'écoute et le soin immédiat. Or, dans le même temps, *« les personnes à la rue placent leur santé au dernier rang de leurs préoccupations, après la recherche de nourriture et la recherche d'un abri et doivent affronter un grand nombre d'obstacles administratifs, économiques, culturels et psychologiques avant d'accéder aux soins »*⁷. Les maraudes prétendent procéder à une inversion du regard sur soi en prenant ancrage avec le corps souffrant. L'absence de tout dispositif sanitaire de droit commun offre l'opportunité de combler un vide institutionnel d'autant plus criant que les SDF, ainsi définis par le non recours, sont aussi, le plus souvent, perturbés physiquement (effets du froid), atteints d'addictions lourdes et atteints psychiquement.

La présence sur « le terrain » des associations vise à inciter les « publics » à se rendre dans les structures dites « à bas seuil » (CHU, accueils de jour dits Espaces Solidarité Insertion, soit plus d'une dizaine sur Paris, secteur social). Les maraudes constituent en ce sens le début d'une chaîne qui alimente en « patients potentiels » les diverses structures d'accueil. En proposant les premiers secours, en se présentant selon un code éthique accentuant une présentation humaniste, les maraudeurs espèrent convaincre les personnes sollicitées à se désencaster de leurs repères et à entrer dans un circuit de maintenance sanitaire (accès aux soins) et social (minimas sociaux). Entre les petits soins de santé mentale et l'orientation vers les structures de droit commun, se joue cette faculté, maîtrisée dans le temps après plusieurs mois de maraude, de tenter de réveiller socialement la personne en état sinon de mortification, tout au moins d'hibernation sociale.

Les relais puisent souvent dans le bricolage les recettes de leur crédibilité auprès de ceux qui laissent empirer les blessures si fréquentes dans la rue et qui exaspèrent souvent les professionnels ou semi-professionnel du soin (pompiers, urgentistes, samu). Ces médiateurs disposent de larges capacités d'auto-organisation : invention des territoires de l'intervention (déambulation variée dans la

⁵ http://www.mairie18.paris.fr/mairie18/jsp/site/Portal.jsp?page_id=818

⁶ <http://www.dixhuitinfo.com/societe/article/en-maraude-avec-la-bapsa-au>

⁷ *Rapport du Conseil d'administration d'Emmaüs pour 2000*, Emmaüs, 2001, p. 42.

ville pour trouver les lieux de survie, changement de trajets) ; codification des modalités de présentation de soi auprès des « squatteurs », des « tunneliers », des « marcheurs », des dormeurs encartonnés, des vieux vagabonds solitaires ou en groupes, des groupes de Polonais ou de Roumains, etc ; temps passé de quelques minutes à plus d'une heure en fonction d'une évaluation d'un travail possible dans le temps (de quelques jours à plusieurs mois) qui s'adossera à toute une démarche de soutien dans la durée. La « faim » est gérée avec des barquettes emportées dans un sac à dos, associée à de la soupe et du café. Les maraudeurs de l'association disposent aussi de la possibilité d'offrir 5 places de lits d'urgence. On le voit, avec de très faibles moyens, les maraudeurs, au nombre de deux chaque soir, peuvent intervenir sur tous les aspects des bases anthropologiques de la préservation de l'intégrité corporelle. Outre cette action minimale généraliste, la maraude initie une nouvelle forme d'action humanitaire. Les visites nocturnes représentent une forme de lien social minimal. Il s'agit d'intervenir, toujours avec « le consentement de la personne » : Pour les intervenants, ce consentement est primordial parce qu'ils disent intervenir sur le territoire de « ceux qui sont affectés par le malheur » : « Les gens de la rue se mettent en relation avec nous quand ils le décident et si eux le souhaitent. Nous devons respecter leur choix et leur liberté... Contrairement à l'accueil de jour, nous sommes accueillis par les usagers (le tunnel, les squats, les terrasses ou les grilles d'aération) ». Les maraudeurs considèrent que la portion d'espace public investi équivaut à leur « maison, ils sont chez eux et toi tu vas chez eux »⁸. « Le but du contact avec « les gens de la rue » est de leur fournir l'appui qui leur manque, compréhension, dialogue, affectivité »⁹. Mais l'enjeu à moyen terme est d'extraire ces mourants potentiels des lieux où ils sont confinés. Le don de soi est destiné à « réchauffer » toute la gamme du lien social afin de produire une intention d'aller vers les institutions d'urgence, lesquelles sont bien souvent rejetées : discussions, blagues, nouvelles prises d'autres personnes connues, soutien psychologique, conseils de sortie. C'est en moyenne une cinquantaine de résidents de la ville qui sont croisés chaque nuit.

Nous allons nous pencher d'un peu plus près sur le fonctionnement d'une équipe de maraude, suivie régulièrement pendant deux ans. Les deux membres de l'équipe emportent avec eux deux thermos de café et de soupe. Un des membres de l'équipe, E., plaisante avec les premiers SDF rencontrés en leur disant qu'il leur en coûtera 5 franc le gobelet. Au moment où, dociles, les intéressés sortent de la monnaie, il leur dit la vérité. Plaisanterie pédagogique selon lui : plus tard, entre deux haltes, il dira qu'il introduit toujours la dimension de l'argent afin de leur montrer que « normalement tout a un prix ». « Il faut qu'ils comprennent que ce que l'on fait a un coût même si on leur donne gratuitement ». Cette dimension « pédagogique » est encore plus claire à l'égard des jeunes. Les agents de la maraude essayent toujours de sortir les plus jeunes et les plus « neufs » de la rue. Ils s'introduisent dans le groupe, parlent avec tout le monde, distribuent du café ou de la soupe à qui en veut puis se dirigent, l'un ou l'autre en fonction de la situation, vers le plus jeune, la plupart du temps mineur. Dans ce cas, ce n'est plus une prestation légère qui est proposée mais un discours d'éducateur de rue. C'est d'ailleurs comme cela que les deux relais aiment à se présenter en coulisse puisqu'il s'agit « d'éveiller en eux le désir de modifier leur façon de vivre »¹⁰. Ce discours s'appuie en pratique sur la gamme des filières de l'institution. L'association dispose de centres d'hébergement d'urgence, et aussi d'un centre de « coupure » en province. Ce centre est présenté comme « un lieu où tu pourras te reposer pendant une quinzaine de jours. Bien sûr, tu sais que forcément il va y avoir des éducateurs qui vont te proposer des activités, c'est la règle du jeu ». Le jeune répond : « Je sais, j'ai connu les foyers ». En fonction des demandes ou à l'issue d'une discussion, le maraudeur filtre les problèmes et tranche dans les options : ici un billet d'entrée pour recevoir une semaine renouvelable de petits déjeuners gratuits au siège social ; là une proposition de se rendre dans un centre d'accueil de jour où la personne pourra alors entrer en contact, de la part du maraudeur, avec un membre de l'équipe spécialisé dans l'orientation vers une association d'insertion ou dans une prise en charge directe (RSA).

La rencontre est toujours l'occasion de demander des nouvelles, savoir où en est la personne depuis l'autre fois. Les intervalles permettent de saisir des chutes, des rechutes, des disparitions, des réapparitions. Giorgio qui avait disparu avait retrouvé un petit boulot comme manutentionnaire dans une boucherie. Mais il n'a pas tenu et le revoilà dans son duvet, aux halles, cachant sa tête au moment

⁸ Bilan Maraude, *op. cit.*, p. 1 ; et discussion avec un maraudeur durant le circuit, la nuit très froide du 4 mai 2001.

⁹ Bilan maraude, *op. cit.* p. 1.

¹⁰ Bilan maraude, *op. cit.*, p. 2.

où l'équipe arrive. Il a honte de se retrouver « au fond de cale » devant eux. Les maraudeurs le rassurent. Le canevas est toujours le même : « *ça arrive de s'enfoncer mais tu peux remonter, tu peux breaker si tu le veux* ». Cette légitimité de l'échec et le volontarisme de sortie se retrouvent dans le texte de référence de l'équipe : « *Nous savons que le temps de la reconstruction demande du temps, nous acceptons comme normal les évolutions lentes et parfois peu voyantes ainsi que les rechutes naturelles... Chaque personne est sujet actif de sa propre récupération qui se déroulera à son rythme. Ils ne s'en sortiront pas sans leur volonté, sans leur motivation* »¹¹.

Avant de se lancer dans le circuit, l'équipe se prépare : « *C'est initiatique ici. 21 heures, la préparation du café. La feuille de route, les polos, la préparation mentale qui se fait ici, la préparation de la trousse à pharmacie...La préparation mentale est importante parce que tu ne sais pas qui tu vas voir* ». Lors de leur déambulation nocturne, qui commence à 21 heures et s'achève entre 3 et 4 heures du matin (il m'est arrivé de tourner avec eux jusqu'à 5 heures et parcourir plus de 10 kilomètres), l'équipe des deux intervenants se déplace à pied vers des retrouvailles et de nouveaux contacts. Certaines personnes manifestent, du fait d'un effet de fidélisation, une chaleureuse salutation, attendant la venue des maraudeurs comme un devoir. Chaque équipe effectue trois nuits de suite, avant de se reposer trois jours consécutifs. Du coup, il devient intentionnel d'espacer les passages sur des sites déjà connus, afin d'inverser les effets. Au lieu de créer de la frustration, les abordages avec les anciens fonctionnent comme des retrouvailles. Le circuit est donc le produit de tout un travail paradoxal de distanciation avec un public qui, dans le manque, comme l'ont identifié D. Céfai et E. Gardella, aspire à « privatiser » le service. L'obligation de venir est remplacée par « *le respect qu'ils ont à notre égard parce qu'on vient chez eux. On se rend sur leur territoire, on partage un bout de leur existence de nuit, et cela suffit pour que, lorsqu'ils nous voient à l'Association, ils ne nous insultent jamais. Ce qui n'est pas forcément le cas de l'équipe de jour* »¹².

Les nouveaux contacts sont de deux ordres. Soit, sur le chemin préétabli, les maraudeurs croisent la route d'un SDF. En ce cas, est mis en œuvre des catégories de reconnaissance. Par exemple, sur le Boulevard Sébastopol, un homme en chaussettes se tient dans une cabine téléphonique. Il est habillé avec un vieux pardessus, porte un costume élimé et se sert d'un sac plastique comme ceinture de pantalon. Par ailleurs, il tient avec lui trois sacs Monoprix remplis d'aliments et de vêtements. Il est donc repérable et le contact est établi grâce à une présentation formelle, « bonsoir, nous sommes de l'association X », soutenue par un « uniforme », des blousons identiques avec l'intitulé connu de l'association en lettres capitales. Soit ce sont les maraudeurs eux-mêmes qui sont sollicités. Portant le blouson emblème, les maraudeurs sont abordés par des demandeurs. Tel a été le cas d'un jeune disant venir de Rosny sous Bois à proximité de la rue de Rivoli, au niveau des grands magasins. « *Jeté par ma mère* », n'ayant aucun diplôme sauf un « *stage de technique de vente* », il est depuis un mois et demi à la rue, ne connaissant pas encore le circuit, perdu dans son survêtement orange qui ne réchauffe pas assez un visage rougi par le froid et virant aux boursoufflures dues aux agressions engendrées par la vie dans l'espace public. Ce jeune n'était pas encore repérable, ressemblant au look des jeunes de cités, groupe dont il sort d'ailleurs. Il se tenait statique, au carrefour, regardant dans notre direction comme si il matait en individu ordinaire les SDF allongés dans leur duvet avec lesquels nous parlions. En fait, il se tâtait pour savoir s'il allait nous rejoindre. Pour ma part, je suis tombé dans une illusion de cadre, croyant avoir affaire à un jeune en « sortie le vendredi soir ». Se présentant comme « SDF », il est réjoui d'apprendre l'existence des maraudeurs qui lui proposent une semaine gratuite de petits déjeuners, « *renouvelable à l'infini* » (rires). Il joue tout de suite la carte de la bonne volonté. Il affirme, après discussion avec un maraudeur qui l'incite à s'en sortir tout en le rassurant sur le fait qu'il arrive à tout le monde d'être en bas de la pente, qu'il veut bien se rendre à Emmaüs pour le petit déjeuner. Il se déclare aussi favorable pour partir en Province, dans le centre de repos et d'activités situé non loin du lieu de résidence de l'Abbé Pierre, à Esteville, en Normandie. Jouant le jeu, il fait la transition en ajoutant que l'expérience de la rue n'est pas perdue pour lui, c'est comme « *un stage de survie dans un commando de paras* ».

Les maraudeurs travaillent leur présentation de soi. L'abordage est déterminant pour la suite des relations. Dans les milieux sous-prolétaires, la quête de respect est une des dernières dimensions d'une identité retranchée (Bourgeois 1995 ; De Latour 1999 ; Venkatesh 2008). Tout un dégradé

¹¹ Bilan maraude, op. cit., p. 1 et 2.

¹² E., lors de la marche du 4 mai 2001.

d'engagements prudents se manifeste dans la rue avec les personnes, relations circonscrites par l'obligation de demeurer dans l'espace public. Les maraudeurs tentent de rentrer dans les plis de la rue : « *Ils nous respectent aussi parce qu'on les respecte dans leur nuit. On va pas réveiller quelqu'un qui dort... Quand on sent une grosse fatigue, on essaie de faire vite, un café ou une soupe, ça prend pas cinq minutes et puis on leur dit qu'on les laisse se reposer* ». Dans d'autres situations, les relais vont sentir l'opportunité de rester : « *A travers le regard, on voit si ça risque de déborder. On part* ». Dans d'autres situations, les maraudeurs sentent que l'un ou l'autre passe mieux. A deux, ils tiennent une palette de rôles non négligeables : maghrébin et africain, blanc et étranger. Parfois, un des SDF ne supporte pas les Noirs et renomme le médiateur en « Mamadou ». Parfois cela va plus loin et c'est la personne elle-même qui ne peut intervenir en premier plan. « *Il faut laisser l'autre intervenir si ça ne passe pas... Quand on engage la conversation, on voit si l'un ou l'autre a plus d'affinité avec la personne, surtout quand on sait qu'un mot suffit à foutre le bordel* ». Ainsi, il existe un déchiffrement de la situation, et, en fonction du site, les maraudeurs alterneront l'éloignement et l'engagement.

Au plus bas de l'échelle du lien social, il y a les face à face de refus. Les femmes rencontrées tout au long de ces mois de maraudes refusent tout contact, toute prestation. Les maraudeurs hommes incarnent la menace personnifiée devant une proie assiégée qui mobilise toute son attention pour esquiver l'attaque et se tenir prêt à tout faire pour sortir d'un piège. Les maraudeurs avouent leur impuissance, même avec des bénévoles femmes qui s'associent à eux de temps en temps, pour tenter de créer un lien avec ces femmes seules. Leur protection, les femmes la trouvent dans la proximité de l'affluence et la luminosité, même si le coût à payer est très élevé : rester debout éveillées toute la nuit sur un boulevard, marcher sans cesse comme un passant. Devant ces situations de refus, les maraudeurs n'insistent pas. « *Il ne faut pas forcer les relations ni les questions quand les personnes t'acceptent* ». Plusieurs types de dormeurs existent, en fonction de leur abordage possible. Il y a le dormeur enfermé, comme les encagés des Halles qui se protègent entièrement dans des cartons verrouillés qui, mis bout à bout, jalonnent les couloirs en ressemblant à des wagons. Ces dormeurs-là ne peuvent pas être abordés. Il y a ensuite les dormeurs ouverts mais qui sont plongés dans un sommeil profond : le groupe des vieux clochards aux alentours de l'école des Arts et métiers. « *Cela fait plus de 15 ans qu'ils sont dans la rue et même en hiver ils sont souvent découverts comme cela* (ils ne sont pas enroulés dans un duvet ou des couvertures. De larges parties du corps se trouvent au contact direct de l'air). *J'en connais même qui restent en tee-shirt* ».

A la base de tout engagement, il y a le positionnement des corps dans l'espace. Les maraudeurs s'approchent, saluent à une certaine distance puis se rapprochent si le lien s'établit. Le plus souvent, « *on s'assied. On commence à resserrer l'espace* ». Les maraudeurs essayent de ne pas « ceinturer » la personne, de laisser une distance variable. Avant toute proposition de café ou de soupe, on s'assoit auprès des gens tout en respectant leur territoire : au bout des cartons le plus souvent, frontière symbolique permettant de ne pas montrer une trop forte méfiance ou inversement une trop forte proximité. Rester debout peut faire peur. Le climat de confiance instauré par les maraudeurs est de même nature que la disparition des vitres dans les CAF ou les Postes. En se montrant directement, « corps à corps », on évite justement la montée vers les corps à corps. Avant de s'asseoir, on serre la main de tout le monde, en partant aussi.

Viennent ensuite les « savoir-faire » relationnels. « *T., il ne faut pas lui parler de travail. On prend le temps, un an, deux ans* ». *Il ne faut jamais dire . 'On va t'aider' avec ces gens de la rue. Etre direct, c'est être directif* ». « *Il ne faut pas expliquer, il faut être là, s'adapter à ce que la personne peut entendre. Avec un tel ce sera le foot, avec tel autre la politique, un autre on prend des nouvelles des gens du groupe qui ne sont pas là, un autre, c'est la finance... On ne peut pas dire à la personne tout de suite : 'Qu'est-ce que tu fais ici ? Qu'est-ce que tu faisais dans la vie ? ...Un clochard, il faut déconner avec lui. Plus t'es excentrique, plus il te raconte sa vie. Et là tu pourras aborder les problèmes de santé. De la réinsertion ? Non. Mais les problèmes de santé* ». Cette logique de la rencontre est adossée à un langage adapté que les acteurs développent : « *On dit qu'on offre le café de l'amitié. Rien que de dire café, certains refusent. « Pourquoi du café ? J'ai besoin de dormir* ». *Mais quand on dit qu'ils ne vont pas refuser le café de l'amitié, qu'on va trinquer ensemble, même ceux dégoûtés des associations vont le prendre parce qu'on est alors dans un moment privilégié* ». En moyenne, la rencontre n'excède pas un quart d'heure, elle atteint plus rarement une demi-heure. Mais il arrive que, en fonction de la situation, les maraudeurs prennent alors tout leur temps : « *On a la nuit pour nous et eux n'ont pas de timing. Nous on n'a pas de timing non plus...Ce n'est pas à nous de*

faire parler. On n'est pas des détectives. Au bout de deux ans, le braqueur nous explique son histoire ». Cependant, il existe des cas frontières, tension entre les exigences d'un parcours visant à satisfaire le plus grand nombre de personnes et la nécessité de n'abandonner personne : « *Les personnes handicapées, ça nous pose problème. Quand tu vois une mamie éclatée, dans la déchéance totale et tu ne sais pas quoi faire parce que le Samu social va arriver 4 heures après. Est-ce que tu attends le Samu ou tu continues ton parcours ?* ».

Les maraudeurs entretiennent des quasi-conversations amicales avec un petit nombre d'habitueés vus fréquemment. Tel est le cas avec celui que les maraudeurs appellent « le Président », ce SDF « pilier » du siège social de l'association, connu par tous les services, jusqu'au directeur. Monsieur P. a longtemps bénéficié d'une sorte de droit d'entrée dans les bureaux, accentuant la légitimité professionnelle des gestionnaires. Atteint de tuberculose, il fut conduit à l'hôpital par le Secrétaire général de l'association en personne. Mais depuis qu'il a été soupçonné d'avoir mis le feu dans le sous-sol, il est exclu du lieu. L'humour est alors de rigueur, d'autant plus que ce sous-prolétaire est un personnage inépuisable en onirisme social fondé sur le principe des violences systématiques définissant la survie dans la rue : en moins d'un quart d'heure, il demande en mariage la salariée de l'association présente dans le groupe de maraude, résume une course poursuite en Ferrari avec la police autour des Grands magasins et se prépare à liquider les « *salauds qui viennent de violer sa femme* ». Le lien prime sur toute autre prestation. L'amicalité ouvre la voie au réconfort psychologique : T. se retrouve seul dans la rue depuis la disparition de son ami C. Il en veut à un des maraudeurs de lui avoir demandé pourquoi C. n'était plus là. Seul l'agent social E. peut entrer en relation avec T. A un moment donné, il nous demande s'il peut prendre E. à part. Ils vont rester près d'une demi-heure ensemble en aparté. E en est très fier.

Sans véritable moyen d'action, les maraudeurs sont confinés aux petites choses qui offrent un « mieux être » immédiat. La trousse à pharmacie est utilisée par deux intervenants sans aucune formation médicale. Elle a pour fonction de servir de support pour soigner tout ce que chacun peut faire pour soi même quand il en a les moyens : désinfecter une plaie, poser un bandage. Seuls dans la nuit, les maraudeurs le sont aussi faute de disponibilité du droit commun. Parfois « *les pompiers refusent de venir. Ils nous disent de faire, pour les premiers soins, pour désinfecter, mettre de la bétadine sur les pieds* ». Tous les maraudeurs ne se sentent pas à l'aise pour proposer des petits soins. Une équipe sur deux en a défendu le principe. Le cadre d'action étant l'accès aux soins, tout ce qui s'apparente à une action sanitaire fait problème. Pour autant, un des relais a lutté pour pouvoir « *soigner les bobos* » dans un contexte où il est difficile de ne rien faire et où l'appel pour les urgences semble prématuré : « *Quand une personne est très sale, il nous arrive de la ramener au siège et de la laver. Ce n'est pas la règle je veux dire ce n'est pas autorisé mais on est d'accord la dessus entre nous. On a changé tous ses vêtements. Nous ces gens là, parfois on les connaît très bien et donc ça nous fait mal de les voir avec la gale. Il y a une victoire quelque part* ». Pour autant, la trousse à pharmacie n'est pas uniquement une arme par défaut ; elle est aussi un outil positif pour entrer en relation. Ce qui n'est pas le moindre des paradoxes. Alors que l'on pense souvent dans la logique binaire du lien social préalable au lien sanitaire, on a affaire ici à un rythme ternaire : soin, lien, accès aux soins. Comme pour les bains de pied, le toucher corporel est une occasion irremplaçable d'établir un lien inaugural avec la personne : « *Grâce à la trousse à pharmacie, on peut déjà plus légitimement demander à la personne si elle a des problèmes médicaux. Pour moi, ça permet de faire une grosse avancée. On met des gants, on commence à faire des mini-soins alors la personne se dit : 'Ah, on s'occupe de moi tactilement'. Car au départ, il y a une distance très forte : 'Ah moi, vous ne me touchez pas...Mais là j'ai un bobo est-ce que vous pouvez me toucher ?'* ». D'où cette articulation : lien sanitaire informel, lien social formel, lien sanitaire formel (éventuel).

Ces maraudeurs alternent deux types de comportements : l'endurance bienveillante au cœur d'un travail qui prend des années, et le coup de gueule avec des familiers pour faire avancer la situation dans des moments particuliers où se joue la mort de la personne, une mise en danger prochaine ou un refus (que le jeune reste dans la rue) : « *A un moment donné du lui dis : 'Ta place n'est plus dans la rue'. C'est une phrase très forte pour eux. Ça les bouscule. Ouaih, ça fait deux ans qu'on te connaît, tu n'as pas ta place dans la rue en ce moment'. En ce moment, je suis très en colère avec Michel. Il boit plus* ». Les maraudeurs déploient toute une palette de comportements qui trouvent leur origine, ni dans une formation scolaire (école de travailleurs sociaux), ni uniquement dans l'expérience professionnelle mais dans le couplage de trois logiques pratiques : d'abord le formatage

par l'association : abordage avec le consentement de la personne, écoute et disponibilité, propositions de prestations institutionnelles. Ensuite les propriétés sociales des acteurs : souvent issus des classes populaires mais la plupart du temps connaissant une vulnérabilité professionnelle les inclinant à endosser cette exténuante profession de maraudeur. Enfin, la connaissance pratique du milieu, se renforçant au fur et à mesure que les circuits se développent. Cette présence suppose aussi de la jeunesse et une certaine « dimension » physique.

3/ L'inclusion périphérique ou la gestion de l'armée de réserve au prisme de l'humanitaire

L'humanitaire ayant partie liée avec la question biopolitique du maintien en vie des personnes à la rue, la question sanitaire passe au premier plan. En mettant la focale sur les petits riens qui améliorent forcément la pénurie des « usagers », on se donne les moyens de contrecarrer le processus de vulnérabilisation corporelle sans remettre en cause la condition sociale des sous-prolétaires. Cette philosophie du « lien social », de la « solidarité », de la « fraternité », sans que jamais, nos informateurs ne se sentent en « nettoyeurs des rue », agent de contrôle d'une population qui échappe à la « prise en charge » ou vitrine d'un champ urgentiste, ne débouche pourtant que rarement sur une sortie acceptée par la personne (droit commun, place stabilisée et rémunérée dans une association, projet de migration, etc). En deux ans, l'équipe a permis à 2 personnes d'être stabilisées en CHU puis en CHRS. Aucune n'a retrouvé un logement. Encore en 2009, le bilan d'une maraude est identique¹³.

Si ces maraudes sont indissociables de la politique du thermomètre, elles renvoient plus fondamentalement à des logiques biopolitiques des Etats de droit qui ne peuvent « laisser mourir les personnes » sans ternir l'image d'une démocratie moderne. La volonté de soin est de ce fait très présente puisqu'il s'agit d'intervenir en « humanitaire », auprès de personnes en « situation de risques », notamment celles qui sont les plus proches de la mort sociale. D'où cette fonction ambivalente des maraudes, entre l'humanitaire centré sur le soin et le « travail social », dans un spectre qui va du nettoyage de rue, par mandat d'un Etat hygiéniste dont les élites aspirent à maintenir l'image du « pays des droits de l'homme », et sont aussi préoccupées par les questions de salubrité publique et de normalisation de l'usage des espaces publiques d'une part, et, d'autre part, la volonté sincère d'aider le SDF afin qu'il ne meurt pas seul dans l'indifférence générale. L'optique d'une « resocialisation », d'un « lien social », devient la visée normalisatrice d'intervenants qui, provenant de plusieurs mondes symboliques (caritatif, humanitaire, travail social, bénévole humaniste, fraternité républicaine), luttent aussi pour une justice sociale pratique. En assumant le risque de la nuit (fatigue, dangers, disponibilité au monde de l'autre tel qu'il se l'approprie la nuit), le maraudeur s'offre comme un symbole d'un nouveau travail social, plus égalitaire ; élément clé de la face acceptable d'un régime d'action qui, au fond, ne vise qu'à maintenir à flot le flux des récipiendaires en inversant les perceptions sociales de l'errance et des encadrants : d'un effet des violences macrosociales, les exclus deviennent les supports d'une humaine compassion, d'une « éthique du proche » (Cefaï & E. Gardella 2011 : 37), d'une « moralité en acte » (*Ibid.* : 34). En s'offrant comme un rempart de solidarité républicaine, les acteurs participent à la construction d'une image collective de bienfaiteurs tentant, autant qu'il soit possible, de venir en aide à des personnes qui « refusent », le plus souvent, la main tendue. Les maraudeurs prétendent proposer une sorte de petit sacrifice social, une gratuité dans un lien social qui d'ordinaire, est traversé par l'intérêt ou la contrepartie. L'usage de la nuit devient un élément clé dans le dispositif de légitimation. Pourtant, ce que les maraudeurs prennent sur eux - la mise en suspend de la dette sociale au travers d'une apparence d'un don collectif - ils la font payer en différé au travers des multiples « injonctions de retour à l'autonomie » (*Ibid.* : 63). Tout le livre sur le Samu social fourmille d'exemples de pressions sociales pour faire cesser la boisson, lisser un comportement, provoquer une prise de conscience, attiser le désir de soi, favoriser une prise en charge. Cependant, ce travail de normalisation est affublé de techniques de « pure sociabilité » (*Ibid.* : 314) afin d'amorcer l'échange. Ce mécanisme d'inversion est au principe de la force des maraudes et de leur profonde légitimité sociale. C'est en enrobant les exigences de la dette sociale, lesquelles se diluent dans une entreprise subtile « d'aides à la personne » au cœur de sa souffrance, pendant la nuit,

¹³ <http://intranet.association.emmaus.fr/docs/STRUCTURES/DTPC/MARAUDE%20PARIS%20CENTRE/FICHE%20MARAUDE%20PARIS%20CENTRE.pdf>

que la violence structurelle au fondement de la production massive de SDF, se pare des atours d'une générosité empressée au chevet d'êtres souvent retards et qui portent ainsi en eux la liberté d'accepter de s'en sortir. Bien plus que les vertus de la gratuité, de l'humanitaire, de l'exemplarité sociale, c'est l'idéologie de l'individu libre qui prime, faisant du SDF le maître de son destin puisque paradoxalement, tout lui est donné (jusqu'à l'effort d'aller vers lui la nuit) pour l'aider à se sortir d'une impasse dont on se garde bien d'en faire l'étiologie, si ce n'est sous les angles habituels des « échecs personnels ». Coup double pourrait-on dire qui dissout la cruauté des inégalités sociales (dette) en abolissant du même coup l'enjeu même des maraudes derrière le spectacle glorieux de « *funambules du tact* » (*Ibid.* note 8 : 274). L'arrivée massive de demandeurs d'asile¹⁴ à la rue depuis les années 2000 n'a fait qu'accentuer cette action sociale et sanitaire en boucle. Le référentiel humanitaire s'adosse aux droits de l'homme, faisant du SDF un acteur, un citoyen à respecter et à laisser choisir de consommer ou non les prestations d'urgence. Cette perspective consumériste des droits positifs innerve les discours solidaristes sur « *l'obligation d'assistance à personne en danger* » (position juridique et morale de l'Etat et des associations gestionnaires), sur « *l'accès aux droits* » ou « *l'accès aux soins* », tout en centrant l'action autour de la « personne responsable » qu'on ne force pas. Cette double culture politico-institutionnelle (l'humanitaire et la défense des droits de l'individu) légitime le travail de nuit en doublant l'apparence bienfaisante de services qui « aident » (aspect humanitaire) du cercle sacré de l'individu libre sujet de droits (accepter ou refuser les aides, circuler sur le territoire, mendier). Les maraudes qui prétendent aider le SDF à s'en sortir par le haut sans être désormais contraint d'être « sorti » par le bas (CHU rudimentaires, prison ou bague) sont ainsi épargnées des contraintes de résultat. Cette suite logique qui commence avec le « respect » des individus et se conclut par leur enfermement dans la multiplicité des circuits de l'urgence (quand ils acceptent d'y entrer), peut être pensée comme *une forme de pouvoir moderne*. Il ne s'agit plus de contrôler les « déviants », sur le modèle de l'éducateur de rue qui colle au terrain et se montre en modèle d'une humanité normée rappelant incessamment « *le cadre* », donnant « *des repères* ». Le sort fait aux sous-prolétaires des années 1980/2015 est un mixage complexe de « l'Etat social humanitaire » et de « l'Etat libéral individualiste », au cœur de violences structurelles qui autorisent l'expulsion et le licenciement.

Il reste à restituer quelques étapes majeures dans ce processus de « débrutalisation » de la prise en charge nocturne. L'apparition du chômage de masse dans les années 1980 s'est concrétisée, pour une fraction des désaffiliés, par une « nouvelle pauvreté, celle « de « sans-domicile » dans les espaces urbains et la résurgence des risques létaux. La gauche, alors au pouvoir, va commencer à agir sous la pression des événements. Pendant les hivers 1982/1983 et 1983/1984, des campagnes de presse font état de « SDF » morts dans la rue. A partir de 1984, la gauche inaugure l'ère de l'aide d'urgence avec les premiers plans hivernaux de lutte contre l'exclusion¹⁵. Le Gouvernement Fabius et ses successeurs interviennent dans le champ de la pauvreté extrême. Une circulaire du 17 mars 1983 parle « *d'urgence sociale* » : « *Bien connue dans le domaine sanitaire, la notion d'urgence doit être mieux prise en compte dans le domaine social* ». Des Municipalités mettent sur pied des services « *d'urgence sociale* » afin de « *répondre sans délai, 24 heures sur 24, aux situations sociales qui exigent une intervention immédiate* ». Ces premières voies politiques indiquent clairement l'espace des possibles dans lequel l'urgence commence à être définie. Il s'agit essentiellement de se garantir contre des scandales tenant à la médiatisation des morts des SDF en hiver. L'intervention humanitaire d'urgence se met en place, en reléguant les politiques répressives et en transposant un paradigme couplant solidarité et invisibilisation (Soutrenon 2001) d'un phénomène trop « public ». En déplaçant les personnes dans des centres, les gouvernants cherchent à anticiper les effets catastrophiques, dans l'opinion publique, d'un laisser-aller coupable à l'égard de citoyens relégués dans une misère létale qui se manifeste la nuit. Il n'est donc pas surprenant de constater que l'essentiel de l'action publique va se focaliser sur la « mise à l'abri » et les « plans hivernaux ». Les élus parlent de « plan Orsec pour la misère ». La circulaire du 23 octobre 1984 relative à « la mise en place de dispositifs d'urgence pour les personnes en situation de pauvreté et de précarité » mobilisent les préfets, les DASS, les directions départementales de l'Equipement, de l'agriculture et l'Armée. En 1985, le comédien Coluche met la

¹⁴ Rapport du Conseil d'administration de l'association, 2000, *op. cit.* p. 9.

¹⁵ L'apparition du champ de l'urgence prend effet juridiquement avec le premier plan national d'urgence contre la pauvreté et la précarité sociale, adopté en 1984. Une ligne budgétaire spécifique lui est consacrée (article 20 du chapitre 46-81 du budget) au titre des « centres d'accueils non conventionnés au titre de l'aide sociale ».

pression en fondant les Resto du Cœur. L'urgence s'inscrit dans ce paysage à la fois politique et médiatique. En 1988, le RMI apparaît, tandis que l'institutionnalisation de l'humanitaire prend forme en 1993 avec la création du Samu social sous l'impulsion de Xavier Emmanuelli. La loi n°98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions peut être considérée comme la loi « fondamentale » instituant le champ de l'urgence. Les différents articles légalisent l'existant (Samu social, CHU déjà en place, accueils de jours dits « Boutiques solidarité », maraudes de nuit) tout en centralisant le dispositif autour d'une « veille sociale » (standard téléphonique du 115, rôle de coordination des instances nationales avec la FNARS et l'UNIOPS)¹⁶. Ces différentes mesures consacrent la situation pérenne des personnes en situation de « grande exclusion », et institutionnalisent le travail de nuit. Comme le disent D. Snow et L. Anderson, les structures caritatives « sont essentiellement adaptatives. Elles aident les sans-logis à endurer la vie à la rue plutôt qu'à en réchapper » (op. cit. : 87).

L'inclusion périphérique, si elle ne transforme pas fondamentalement la misère de condition, fabrique un monde à part moins violent que tout ce qui a précédé pour les surnuméraires. Au bout du compte, la grande nouveauté de l'action sociale réside dans une *passivité de l'offre qui augmente le crédit de l'action publique* tandis que l'Etat social recule en termes d'accès au droit commun, notamment en matière de logement sociaux. Il existe, tout au moins en France, comme une attente active des services publics d'urgence qui, au bout du compte, révolutionne sans doute la prise en charge mais plus encore les enjeux autour de ce que doit faire l'Etat. L'Etat humanitaire finance les maraudes et les CHU afin de garantir une survie minimale des exclus tandis que l'Etat libéral individualiste s'interdit de plus en plus la capture des corps au profit d'une démonstration d'amour qui, hors du cadre précis de l'action nocturne, cesse d'exister (Bruneteaux 2012). Les « funambules du tact » ne sont qu'un des relais des procédures de subjectivation néolibérales (Lyon-Callo 2000) à l'œuvre dans les nouvelles politiques sociales, lesquelles retournent la dette sociale en assignation pour la « victime » à être un être performant ; processus dans lequel l'aide d'urgence, de jour comme de nuit, légitime un abandon dans le non abandon et décuple paradoxalement le regard sur le mauvais pauvre « qui a vraiment les moyens de s'en sortir » ; regard qui interdit de voir que, objectivement, ce qui est proposé enferme plus qu'il n'insère. C'est une normalisation qui ne permet pas d'être dans la norme. Sans offrir de vrais conditions permettant de s'inscrire progressivement vers une réinsertion sociale, cet humanitaro-libéralisme contribue à aveugler les groupes les plus dominés sur les mécanismes structurels de leur propre exclusion. *L'inclusion périphérique* est la résultante de cette dénégation du sens de l'action urgentiste qui ne s'appesantit pas trop sur les causes du phénomène SDF tout en se concentrant sur l'effet par excellence : la conduite à tenir à très court terme avec le SDF exclu de la société. Dans ce monde d'où il devient extrêmement difficile de sortir et, dans l'urgence ainsi organisée, de s'en sortir indemne, l'Etat désocialisé se transfigure alors en une figure respectable tandis que, comme l'enseignent M. Foucault puis R. Castel, les classes populaires encore intégrées identifient clairement un sort à part (prison ou CHU) auquel elles ne veulent pas ressembler, ce qui les coupent encore davantage d'une connaissance du fonctionnement de l'Etat néolibéral.

Bibliographie

- Anderson I., « Housing, Homelessness and the Welfare State in the UK », *European Journal of Housing Policy*, 4 (3), December 2004, pp. 369-389.
- Blanchard C., *Entre Crocs et Kros : analyse sociologique du compagnonnage entre l'exclu et son chien*, thèse de sociologie, Université D'Evry Val d'Essonne, 2013.
- Blau J., *The Visible Poor. Homeless in the United States*, Oxford, Oxford University Press, 1992.
- Bourgeois P., *En quête de respect. Le crack à New York*, Paris, (trad.) Seuil, 2005.
- Bourgeois P. & J. Schoenberg, *Righteous Dopefiend*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 2009.
- Bruneteaux P., *Maintenir L'ordre*, Paris, Presses de Science-Po, 1996.
- Bruneteaux P., « L'hébergement d'urgence à Paris où l'accueil en souffrance », *Sociétés contemporaines*, n°63, décembre 2006, pp. 105-125.
- Bruneteaux P., « Les politiques de l'urgence à l'épreuve d'une ethnobiographie d'un SDF », *Revue Française de Science politique*, vol. 57, n°1 février 2007a, pp. 47-67.

¹⁶ La loi n° 2000-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale prévoit l'augmentation des capacités d'accueil, essentiellement pour les CHRS et les Centres d'Accueil pour les Demandeurs d'Asile, ainsi que les nouvelles maisons-relais, pensées comme une sortie humaine vers un logement intermédiaire pour les sans-abri bloqués dans les CHU.

- Bruneteaux P., « Vide juridique et renvois arbitraires dans les CHU parisiens », in « Pauvreté et grande exclusion d'hier à aujourd'hui », *Revue de Droit sanitaire et social*, n°6, nov-déc, 2007b, pp. 965-978.
- Bruneteaux P. & D. Terrolle, *L'arrière-cour de la mondialisation. Ethnographie des paupérisés*, Bellecombes-en-Bauges, Edition du Croquant, 2010.
- Bruneteaux P., « La sociologie morale révélatrice de ses impensés. Lecture critique de l'ouvrage de D. Cefaï et E. Gardella, 'L'urgence sociale en action. Ethnographie du Samu social de Paris' », *Revue Française de Science Politique*, juin 2012, pp. 461-466.
- Bruneteaux P & N. Benarrosh, *Intégrer les Roms ? Travail militant et mobilisations sociales auprès des familles roms de Saint-Maur*, Paris, L'Harmattan, 2012b.
- Bruneteaux P (dir.), *Les Enfants de Don Quichotte*, Vincennes, Presses universitaires de Vincennes, 2013.
- Bruneteaux P., « Un sous-prolétaire dans le refus de l'exploitation », in (dir.) S. Ertul, J.P. Melchior & C. Lalive d'Epinay, *Subjectivation et redéfinition identitaire. Parcours sociaux et affirmation du sujet*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014a, pp.291-303.
- Bruneteaux P., « Maisons alternatives ou vie alternative dans un habitat précarisé ? De la bohème sous-prolétarienne et ses aléas domiciliaires », in M. Bernardot, A. Lemarchand & C. Santana Bucio (dir.), *Habitats non ordinaires et espace-temps de la mobilité*, Bellecombes-en-Bauges, Le Croquant, 2014b, pp. 159-185.
- Burt M., « Quinze années de politique américaine, de recherche et de mobilisation en faveur des sans-domicile », *Sociétés contemporaines* n°30, avril 1998, p 15-35.
- Castel R., *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard, 1995.
- Caton C.L., *Homeless in America*, Ney York, Oxford University Press, 1990.
- Cefaï D & E. Gardella, *L'urgence sociale en action. Ethnologie du Samu social de Paris*, Paris, La Découverte, 2011.
- Corten A., *Planète misère. Chroniques de la pauvreté durable*, Paris, Autrement, 2006.
- Coutant I., *Politiques du squat. Scènes de la vie d'un quartier populaire*, Paris, la Dispute, 2000.
- Davis M., *Planète bidonvilles*, Paris, Ab Irato, 2005.
- Declerck P., *Les naufragés*, Paris, Plon, 2001.
- Depastino T., *Citizen Hobo: How a Century of Homelessness Shaped America*, Chicago, University of Chicago Press, 2003.
- Gaboriau P., *SDF à la Belle époque. L'univers des mendiants vagabonds au tournant du XIXe XXe siècle*, Paris, Desclée de Brouwer, 1998.
- Geeremek B., *La potence ou la pitié. L'Europe et les pauvres du Moyen Âge à nos jours*, Paris, Gallimard, 1987.
- Graeff L., *De la survie à la reconnaissance. Ethnologie de personnes « sans-logis » à Paris*, thèse de doctorat, Université Paris V, juin 2010.
- Haudebourg G., *Mendiants et vagabonds en Bretagne au XIX^e siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1998.
- Hervo M. & M.A. Charras, *Bidonvilles, l'enlèvement*, Paris, Maspero, 1971.
- Huggins M.K. & M. Mesquita, « Civic Invisibility, Marginality and Moral Exclusion : The Murders of Street Youth in Brazil », in R.A Mickelson (ed), *Children of the Street of the Americas. Globalization, Homelessness and Education in United States, Brazil and Cuba*, London and New York, Routledge, 1997, pp. 257-268.
- Latour E. de, « Les ghettomen : étude des processus d'identification par l'illégalité à travers les gangs de rue à Abidjan et San Pedro », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Paris, 1999, n°129, pp. 68-84.
- Lévy C., *Vivre au minimum. Enquête dans l'Europe de la précarité*, Paris, La Dispute, 2003.
- Lion G., « Les expertises de la survie. Ressources et coûts de l'habiter précaire », communication au séminaire Zones frontières sur la pauvreté, CESSP / LAVUE-AUS / LIRTES, Sorbonne, 12 février 2015.
- Lyon-Callo V., « Medicalizing Homelessness : The Production of Self-Blame and Self-Governing within Homeless Shelters », *Medical Anthropology Quarterly*, Vol. 14, No. 3 (Sep., 2000), pp. 328-345.
- Morelle M. & C. Fournet-Guérin, « Les nuits tanariviennes : citadinités et marginalités en construction », in *Cybergeo, European Journal of Geography*, n° 342, juin 2006.
- Pétonnet C., *On est tous dans le brouillard. Ethnologie des banlieues*, Paris, Galilée, (rééd.) 1985.
- Pimor T., *Zonard, une famille de rue*, PUF, Prix le Monde, 2013.
- Saporiti L., *Comprendre des vies de plus de dix années dans la rue par une approche biographique menée dans la durée*, Thèse de sociologie, Université de Strasbourg, avril 2015.
- Sayad A., *Un Nanterre algérien, terre des bidonvilles*, Autrement, 1995.
- Snow D. & L. Anderson, *Down on their Luck. A Study of Homeless Street People*, Los Angeles, Université of California Press, 1993.
- Soutrenon E., « Faites qu'ils (s'en) sortent ! A propos du traitement réservé aux sans-abri dans le métro parisien », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°136-137, mars 2001, p. 38-48.
- Venkatesh S., *Gang Leader for a Day : A Rogue Sociologist Takes to the Streets*, New York & London, Penguin Press, 2008.
- Wacquant L., *Parias urbains. Ghetto, banlieues*, Etat, [2005], Paris, (trad.) La Découverte, 2007.